PERREAULT, Stéphane-D. et Sylvie PELLETIER, *L'Institut Raymond-Dewar et ses institutions d'origine : 160 ans d'histoire avec les personnes sourdes* (Québec, Septentrion, 2010), 431 p.

François Guérard

Volume 64, numéro 2, automne 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1017848ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1017848ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Guérard, F. (2010). Compte rendu de [PERREAULT, Stéphane-D. et Sylvie PELLETIER, *L'Institut Raymond-Dewar et ses institutions d'origine : 160 ans d'histoire avec les personnes sourdes* (Québec, Septentrion, 2010), 431 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 64(2), 131–134.
<https://doi.org/10.7202/1017848ar>

Nord, etc., et comment se sont recomposées les familles élargies que la déportation avait dispersées. On connaît en somme assez peu l'histoire sociale de cette grande mouvance acadienne et comment s'y intègrent les épisodes des Malouines, de la Guyane, du va-et-vient à Saint-Pierre et Miquelon, etc. Et quelle place occupe le passage des Acadiens en France à l'intérieur de cette mouvance dont le départ pour la Louisiane ne fut pas l'épisode final ni l'unique aboutissement.

En somme, dans *Les réfugiés acadiens en France*, un mouvement migratoire, dont la grande complexité demeure encore méconnue, reste en contexte d'une problématique particulière que l'historiographie a peut-être surdimensionnée : l'échec des tentatives d'établissement des Acadiens en France et le départ d'une partie d'entre eux pour la Louisiane. On le constate notamment p. 22-23 : sur environ 3000 Acadiens arrivés en France entre 1758 et 1763, *plusieurs* furent envoyés dans les colonies françaises où ils effectuèrent *des allers-retours fréquents* alors que d'autres s'y établirent *provisoirement*. La *grande majorité* est ensuite passée au Poitou en 1772 mais la *quasi-totalité* se retrouvera à Nantes en 1775 d'où *une grande partie d'entre eux passeront en Louisiane en 1785*. Ainsi donc, sur ces 3000 Acadiens débarqués en France, l'historiographie s'est surtout intéressée au cheminement des 1600 passés en Louisiane en 1785.

Comme ces prédécesseurs, Mouhot focalise sur cette problématique comme si l'itinéraire de France à la Louisiane était le seul qui soit digne d'intérêt. Il fait bien voir que les Acadiens étaient divisés entre eux et que tous ne partageaient pas le même désir à l'égard de cette destination. Selon Mouhot (p. 69) entre 30 % et 40 % des Acadiens ne furent pas entraînés dans ce mouvement vers la Louisiane mais, et sans tenir compte de la croissance démographique, ne serait-ce pas près de 50 % selon les données ci-dessus ? En tout cas, une partie importante de la grande mouvance acadienne et de l'histoire du passage des Acadiens en France semble encore se dissimuler dans l'ombre.

ROBERT LARIN
historien

PERREAULT, Stéphane-D. et Sylvie PELLETIER, *L'Institut Raymond-Dewar et ses institutions d'origine : 160 ans d'histoire avec les personnes sourdes* (Québec, Septentrion, 2010), 431 p.

Trois principales institutions montréalaises francophones ont desservi la population sourde ou malentendante depuis le XIX^e siècle. L'Institution

des sourdes-muettes et l'Institut des sourds, tenus respectivement par les Sœurs de la Providence et les Clercs de Saint-Viateur, se sont longtemps partagé le travail selon les genres, avant d'être remplacés au début des années 1980 par l'Institut Raymond-Dewar. Le livre retrace, en six chapitres agrémentés chacun d'une section photographique, l'histoire de ces établissements. Deux auteurs, appuyés d'un comité de lecture comptant des représentants de l'actuel institut, des sœurs, des frères et de la communauté sourde, en ont assuré la rédaction. Stéphane-D. Perreault, se basant sur sa thèse de doctorat, traite de la période antérieure à 1960, caractérisée comme « éducative ». La période suivante, dite « de réadaptation », est couverte par Sylvie Pelletier. Les archives des établissements surtout ont été utilisées, de même que des rencontres auprès de personnes qui y ont travaillé ou ont eu recours à leurs services.

Après quelques tentatives éphémères, deux établissements dédiés aux sourds, l'un pour les filles, l'autre pour les garçons, s'installent à Montréal au milieu du XIX^e siècle avec l'appui de l'évêque M^{gr} Bourget. En l'absence d'expertise locale, leurs initiateurs suivent une formation à l'étranger. L'Institut des sourds, tenu par une congrégation religieuse enseignante, vise à les éduquer de sorte que les élèves s'intègrent de façon autonome à la société. L'Institution des sourdes-muettes, dirigée par une congrégation religieuse de vocation caritative, se destine plutôt à aider ses pupilles toute leur vie, voire en continuant de les héberger. Partant de 1880, les établissements montréalais s'ajustent à une tendance internationale faisant reposer l'éducation sur l'oralité plutôt que sur les signes. Les auteurs y voient une volonté de modernisation à laquelle tiennent les donateurs, sensibles à l'idée de progrès. D'autres courants d'idées exercent une influence, par exemple l'agriculturisme qui amène chez les garçons à ouvrir une ferme éducative aux succès mitigés contrairement à d'autres ateliers. Une tendance à l'exclusion des sourds se manifeste aussi, alors que les congrégations qui les prennent en charge refusent de les accueillir comme membres. Des branches sourdes des congrégations seront alors créées. Ce mouvement d'exclusion survient à une époque où, de façon plus large, se déploie une pensée eugéniste laissant planer un doute sur la pertinence de laisser les sourds se marier.

De 1900 à 1940, l'Institut des sourds devient le foyer d'une vie associative. Une presse sourde apparaît, des loisirs de groupes sont organisés. Les religieuses offrent maintenant un enseignement visant à ce que leurs pensionnaires aient des perspectives d'avenir hors de leur établissement. Il n'en reste pas moins que l'historiographie relative aux services offerts

aux sourds considère généralement que toute la période précédant 1960 est marquée par un profond conservatisme religieux et social, par un oralisme triomphant et par l'écrasement de l'initiative sourde. S'il est vrai que, même pour cette dernière, les religieux maintiennent un contrôle étroit, les auteurs du livre estiment que cette perception noircit exagérément la situation, et que des pas sont faits préparant les grands changements subséquents. Les décennies 1940 et 1950 voient ainsi l'apparition du service social, de camps d'été et du guidisme, d'une école maternelle permettant d'accueillir des enfants plus jeunes, d'une école ménagère préparant les filles à la gestion du foyer. L'État, aussi, augmente son financement tout en fixant des exigences nouvelles, cependant que l'expertise et le personnel laïques occupent une place grandissante dans les établissements.

Les transformations des systèmes de santé et de services sociaux québécois de même que d'éducation survenues à partir des années 1960 touchent les deux établissements. S'amorcent alors l'intégration au système d'éducation, une régionalisation des services jusqu'alors concentrés à Québec et à Montréal, l'introduction de la mixité dans les classes. Un militantisme aussi se développe au sein de la communauté sourde. Raymond Dewar, opposé à l'intégration qu'il considère nuisible puisque conduisant à l'isolement des sourds parmi des entendants, est l'un de ces militants. Des associations bataillent pour l'acquisition d'une autonomie face aux autorités religieuses et à l'État. Les sourds exigent d'être consultés et de participer aux décisions, la langue des signes québécoise se développe, une culture sourde s'affirme.

Les religieux et religieuses cèdent la place finalement aux acteurs laïques et à l'État. L'Institut Raymond-Dewar, un centre public de réadaptation, mise dans un premier temps sur des centres d'accueil de taille réduite, les foyers de groupe, avant que s'impose la désinstitutionalisation. Lors des trois dernières décennies, il développe ses activités de recherche et de formation de personnel spécialisé, mise sur l'intégration et la communication de même que sur un recours grandissant à la participation du milieu, conçoit des programmes adaptés à tous les groupes d'âges pour des clientèles en hausse, favorise une approche bilingue alliant oralité et langue des signes québécoise. La période n'est pas exempte de débats, par exemple concernant les nouvelles possibilités qu'apporte la médecine. L'implant cochléaire a pu ainsi être perçu comme une menace au maintien de la culture sourde et de la langue des signes.

L'ouvrage apporte une contribution utile aux connaissances dans le domaine des institutions spécialisées au Québec, et sera sans doute apprécié d'historiens comme de ceux que la culture sourde ou les services dédiés aux sourds intriguent ou intéressent. La conception d'une introduction plus élaborée aurait toutefois été souhaitable. Tel que présenté, le livre entre de plain-pied dans la suite des événements relatifs à l'apparition d'institutions pour les sourds, sans un énoncé d'intentions quant aux lignes directrices privilégiées, presque sans indications quant à l'organisation des matériaux livrés. L'unité du livre se ressent aussi des approches nettement distinctes des deux auteurs, la partie sur l'Institut Raymond-Dewar s'avérant moins portée que les parties précédentes sur l'analyse et l'interprétation, et donnant pour l'essentiel une description des programmes et des réformes qui se succèdent. Sans doute est-il moins aisé de prendre du recul lorsque vient le moment de traiter d'une institution aussi récente plutôt que de deux établissements établis au XIX^e siècle et aujourd'hui disparus.

FRANÇOIS GUÉRARD

Département des sciences humaines

Université du Québec à Chicoutimi

POIRIER, Nathalie, *L'Enjeu spirituel des enfants non baptisés. La protection des enfants à naître et des nouveau-nés dans le gouvernement de Montréal, 1693-1760* (Québec, Septentrion, 2010), 296 p.

Depuis quelques décennies, les archives judiciaires de la Nouvelle-France ont livré leurs moissons d'anecdotes et de récits dramatiques révélateurs des mœurs et des normes d'une autre époque. S'ajoutant aux études des Morel, Cliche, Bouchard, Lachance, cet ouvrage de Nathalie Poirier reprend les thèmes de l'illégitimité, de l'abandon d'enfant et de l'infanticide en les réunissant dans un cadre circonscrit au gouvernement de Montréal et en les abordant sous un angle particulier. L'enjeu spirituel des enfants non baptisés déjà documenté à partir des *Relations* des Jésuites est ici exploré à travers les crimes contre les fœtus et les nouveau-nés ainsi qu'à travers les législations et pratiques judiciaires et infrajudiciaires qui définissent ces crimes et les sanctionnent.

Une excellente bibliographie sur l'histoire de l'enfance et l'histoire judiciaire en France est ici mise à profit par l'historienne pour examiner les législations transposées dans la colonie sans négliger les adaptations